



## Thierry Meyssan : « L'attaque du Liban n'était qu'une étape du remodelage du Moyen-Orient par les États-Unis »

Entretien avec Al-Ahram

Par [Mahdy Mostafa](#)

Mondialisation.ca, 15 juin 2007

[Réseau Voltaire](#) 15 juin 2007

Région : [États-Unis](#), [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

*L'offensive israélienne contre le Liban, en juillet-août 2006, ne visait pas à récupérer des soldats faits prisonniers par le Hezbollah et n'était pas une initiative de Tel-Aviv. Elle n'était en réalité qu'une étape dans le vaste plan états-unien de remodelage des frontières du Grand Moyen-Orient, affirme Thierry Meyssan dans un entretien qu'il a accordé au quotidien égyptien Al-Ahram à l'occasion de la sortie en arabe de L'Effroyable imposture 2.*



Thierry Meyssan, conférence de présentation de « L'effroyable imposture 2 »  
Photo voltairenet.org / J.S. Farez.

Al-Ahram : Vous avez indiqué dans votre livre, L'Effroyable imposture 2, que la guerre israélienne de juillet 2006 a été planifiée à l'avance. Quels sont les détails de cette opération ?

Thierry Meyssan : Au lendemain de l'invasion de l'Irak, les États-Unis avaient désigné leur prochaine cible. En adoptant le *Syrian Accountability Act*, le Congrès autorisait le président Bush à entrer en guerre contre le Liban et la Syrie, lorsqu'il le jugerait nécessaire. La France a alors protégé le Liban en négociant la résolution 1559, mais elle s'est brouillée avec la Syrie dont elle espérait en retour qu'elle quitterait le pays du Cèdre. Cependant, cette courte résolution de l'ONU est particulièrement équivoque. Elle prête à deux interprétations contradictoires selon que l'on est à Paris ou à Washington. Pour Jacques Chirac, il s'agissait

d'affirmer l'indépendance du Liban, pour George W. Bush, au contraire, il s'agissait d'affaiblir la défense libanaise. Et comme toujours dans ces cas là, le quiproquo finit par être favorable au plus fort. D'autant que le président Chirac a commis une erreur lourde de conséquences : confondant ses relations personnelles avec Rafic Hariri avec les relations d'État à État, il a misé toute l'influence française au Liban sur la seule personne de Rafic Hariri, allant même jusqu'à se couper des partenaires maronites traditionnels de la France au Levant.

À partir de ce moment, le projet de guerre a été une première fois modifié. Les États-Unis, tenus par la résolution 1559, ont sous-traité les opérations militaires à Israël. Les partisans de l'affrontement ont éliminé Rafic Hariri pour éliminer la France du jeu. En jouant sur la psychologie des foules, ils ont suscité un mouvement d'opinion au Liban contre la Syrie, espérant l'embrasement général.

Mais, là encore, les choses ne se sont passées comme prévues. Sans faire d'histoires, la Syrie s'est spontanément retirée du Liban où elle avait jadis déployé son armée à la demande des Libanais. Le projet a été modifié une seconde fois puisque la guerre ne pouvait plus être que contre le seul Liban.

*Al-Ahram : Vous avez également mentionné le nom de Farid Ghadry, une personnalité syrienne protestante dont il a beaucoup été question et qui a disparu de l'actualité. Quel rôle a-t-il joué dans le Syrian Accountability Act ?*

Thierry Meyssan : Initialement, les États-Unis avaient prévu de débarquer sur les côtes libanaises, puis d'envahir la Syrie. Ils auraient amené avec eux des gouvernements de remplacement, formés à Washington avec des doubles nationaux, comme ils l'ont fait en Afghanistan avec leur marionnette Hamid Karzaï et en Irak avec Ahmed Chalabi et Iyad Allaoui. Le Liban aurait été gouverné par Ziad K. Abdelnour et la Syrie par Farid N. Ghadry.

Ce dernier est un chrétien sioniste qui travaille pour des entreprises d'armement liées au Pentagone. C'est un membre actif des principales organisations sionistes états-uniennes, AIPAC et JINSA. Il a créé un parti politique syrien aux États-Unis et une radio émettant vers la Syrie depuis Chypre. Il a tenté vainement de fédérer autour de lui l'opposition syrienne, mais il n'est pas très crédible : d'une manière générale (et c'est un problème récurrent pour la CIA), les gens qui sont prêts à organiser des gouvernements de collaboration au détriment des intérêts de leur patrie ne sont pas sympathiques et ne peuvent espérer parvenir à leurs fins par la voie démocratique.

Au départ, leur activité était exclusivement tournée vers le renversement des régimes pro-russes en Europe orientale. Progressivement, la National Endowment for Democracy (NED) et l'US Institute for Peace (USIP) se sont intéressés au reste du monde. En janvier 2004, George W. Bush a doublé le budget de la NED avec pour mission explicite de prendre le contrôle du Grand Moyen-Orient.

*Al-Ahram : Vous avez également mentionné la National Endowment for Democracy fondée par Ronald Reagan pour renverser les gouvernements qui s'opposent aux politiques états-uniennes. Nous connaissons beaucoup d'ONG moyen-orientales financées par cette institution. Est-ce à dire que la plupart de ces associations sont liées à la CIA ?*

Thierry Meyssan : Après les révélations des années 70, la CIA était complètement discréditée. Sous Reagan, les néoconservateurs ont imaginé un nouveau dispositif

d'ingérence, plus « propre ». Plutôt que d'organiser des coups d'État et des assassinats politiques, les États-Unis ont choisi d'infiltrer et de corrompre les mouvements politiques et syndicaux. La National Endowment for Democracy (NED) a été créée en marge du département d'État et l'US Institute for Peace (USIP) en marge du département de la Défense. Ces structures forment désormais le bras visible des services secrets états-uniens. Elles ont d'abord agi en Europe orientale, puis en Europe occidentale, y compris en France où elles financent illégalement des partis politiques.

En janvier 2004, le président George W. Bush a doublé le budget de la NED avec mission de prendre le contrôle de toutes les organisations politiques et syndicales dans le monde arabe. Pour ce faire, la NED a créé de nombreuses ONG et a gracieusement offert son aide aux ONG déjà existantes dans le monde arabe. C'est un système extrêmement pernicieux. Ces gens se présentent toujours d'une manière sympathique et ne demandent rien en échange de leur aide. Mais ils parviennent vite à imposer des formations et des problématiques. De la sorte, ils dévient l'énergie des militants qu'ils redoutent vers des sujets secondaires, et ils propulsent sur le devant la scène les personnes qui leur sont favorables en leur donnant des moyens d'action considérables.

On ne peut pas dire que les gens qui acceptent l'aide de la NED travaillent pour la CIA. Mais à coup sûr, même de bonne foi, ils se mettent dans une situation où ils ne tarderont pas à être manipulés par elle contre les intérêts de leur propre pays.

Dans le cas de l'Égypte, la NED s'est particulièrement intéressée à infiltrer les organisations patronales.

*Al-Ahram : La résolution 1559 est-elle un prélude à la ce que vous avez appelé la destruction du Liban, puis l'orientation vers la Syrie ? Cette question a besoin d'une réponse franche : pourquoi insistez vous sur les relations entre Rafic Hariri et Jacques Chirac ?*

Thierry Meyssan : Le président de la République française est censé se concentrer sur son mandat et ne pas faire de business personnel qui puisse créer des conflits d'intérêts. Je ne dispose d'aucun élément de preuve permettant d'affirmer que les Hariri étaient les gestionnaires des avoirs des Chirac. Mais je m'interroge sur la signification des cadeaux somptuaires offerts par les Hariri aux Chirac, de ces bijoux parmi les plus chers du monde à l'appartement qu'ils occupent actuellement à Paris.

Quoi qu'il en soit, les relations privées entre les Hariri et les Chirac ont progressivement dicté leur logique aux relations entre le Liban et la France. C'est une lourde erreur et elle a eu de graves conséquences.

*Al-Ahram : Cette relation personnelle entre MM. Hariri et Chirac explique-t-elle la transformation des relations entre la France et les maronites du Liban ?*

Thierry Meyssan : Jacques Chirac a identifié les intérêts des Hariri à ceux de la France au Liban. De ce fait, il a ignoré tous les autres protagonistes, quelqu'ils soient.

Concernant les maronites, qui sont les relais traditionnels de l'influence française dans cette région depuis des siècles, il a refusé de discuter avec Michel Aoun, qui était pourtant en exil en France quinze années durant. Il a cessé tout contact avec Émile Lahoud, pourtant président de la République. Il a, par contre, conservé des relations avec les phalangistes et les Forces libanaises, c'est-à-dire avec une petite minorité qui constitue le dernier parti

fasciste de Méditerranée.

*Al-Ahram : Selon vous, Jacques Chirac connaît-il précisément l'identité des assassins d'Hariri ?*

Thierry Meyssan : Non. Jacques Chirac a vécu la mort de son ami Rafic Hariri comme un drame personnel. D'une certaine manière, il s'en considère comme indirectement responsable. Il en est venu à soupçonner tout le monde.

*Al-Ahram : Dans votre livre, vous suggérez que les États-Unis et Israël sont responsables de l'assassinat d'Hariri. Sur quoi vous basez-vous ?*

Thierry Meyssan : La mort de Rafic Hariri était indispensable à la réalisation des plans US dans la région. Seuls les États-Unis et Israël avaient intérêt à ce crime, qui par contre embarrassait la Syrie. Toutefois, le fait qu'il leur profite fait d'eux des suspects, pas des coupables.

Pour franchir ce pas, j'observe que les États-Unis ont réagi avec une rapidité qui montre qu'ils connaissaient à l'avance la date et l'heure de l'assassinat. Ils sont donc au moins coupables par non assistance.

Et voilà la preuve : US Committee for a Free Lebanon (USCFL), c'est-à-dire le groupe présidé par Ziad K. Abdelnour que j'évoquais tout à l'heure, a lancé son offensive médiatique dans les minutes suivant l'attentat contre Rafic Hariri. Je le rappelle, ce groupe a été formé pour constituer un gouvernement de remplacement pro-US qui aurait été placé au pouvoir par les Marine's après leur débarquement sur les pages libanaises. Les modalités du projet ayant évolué, ce groupe était destiné à prendre le pouvoir à l'occasion d'une « révolution orange ».

Dans les minutes qui ont suivi l'explosion à Beyrouth, alors que c'était la nuit à Washington, l'USCFL prétend avoir réveillé ses administrateurs, réuni son bureau politique et rédigé un communiqué. Bien informé, ce groupe a su que la victime principale de l'attentat était Rafic Hariri, alors que les agences de presse relataient la violence de la déflagration, mais n'avaient pas encore identifié la cible avec certitude. Il a diffusé son communiqué, par mail et fax, aux agences de presse et aux grands journaux du monde entier grâce à des listings préparés à l'avance et à d'importants moyens de diffusion prévus de longue date. De sorte que de nombreux médias ont appris la nouvelle de la mort d'Hariri par ce fax et non par les agences de presse. Bien sûr, le communiqué de l'USCFL dépeignait Hariri comme un bienfaiteur du Liban et la Syrie comme commanditaire de sa mort. Les journalistes qui, au bout du monde, ignorent tout des méandres de la politique intérieure libanaise n'ont pas cherché à vérifier la logique de l'USCFL. En jetant un coup d'œil sur le site internet de cette association, qui n'a été mis à jour s'une semaine plus tard, ils y aurait vu des diatribes contre Hariri et l'appel à le tuer. Car l'USCFL, comme tous les pseudopodes de la CIA, souhaitait la mort de l'ancien Premier ministre et l'a instrumenté contre la Syrie en versant des larmes de crocodile.

*Al-Ahram : Que voulez vous dire lorsque vous affirmez que le 7 février 2005 fut le dernier jour du chantage opéré contre la Syrie pour la faire se retirer du Liban ? Quel lien avec l'attentat du 14 février ?*

Thierry Meyssan : Avant de lancer l'opération contre Hariri —ou avant de la laisser exécuter par d'autres— les États-Unis ont adressé un ultimatum à la Syrie. Le 7 février 2005, ils ont

convoqué l'ambassadeur syrien à Washington et l'ont sommé à la fois de retirer leurs troupes du Liban et de cesser de soutenir la Résistance en Palestine, au Liban et en Irak. Le refus syrien a immédiatement été suivi de l'exécution de M. Hariri.

*Al-Ahram : Dans ce contexte, vous évoquez Elliot Abrams et David Satterfield. Que doit on comprendre de leurs responsabilités ?*

Thierry Meyssan : C'est l'ambassadeur Satterfield qui a menacé la Syrie. Et c'est Elliot Abrams qui a supervisé ce dossier —je veux dire tout ce qui concerne le Liban et la Syrie— au Conseil national de sécurité des États-Unis. Ce sont donc ces deux personnalités que les enquêteurs libanais et M. Mehlis auraient dû interroger en priorité.

*Al-Ahram : Vous avez noté que les diplomates et militaires égyptiens ont toujours insisté sur la non implication de la Syrie. Pourquoi cette voix a disparu dans la tourmente des événements, au contraire d'autres voix arabes ?*

Thierry Meyssan : Dans cette affaire, comme dans bien d'autres tel que le 11 septembre, l'Égypte développe des analyses raisonnables et argumentées quand tant de voix sombrent dans l'émotion et l'irrationnel. C'est cette qualité durable qui permet à la diplomatie égyptienne de continuer à jouer un rôle central dans la région. Mais, dans le rapport de forces actuel, l'Égypte n'a pas la possibilité de se faire entendre médiatiquement face au bruit assourdissant de la propagande US.

*Al-Ahram : Marwan Hamadé, le n°2 du PPS de Walid Jumblatt, a affirmé qu'il s'agissait d'« un crime abominable dont les responsabilités sont connues : elles commencent à Damas, elles passent par [le palais présidentiel libanais] Baabda et le gouvernement libanais et les services de renseignement libanais ». Cette accusation est formelle. A-t-elle été programmée avec l'assassinat ?*

Thierry Meyssan : Rien ne permet d'avancer que Marwan Hamade était complice des assassins, mais il a prononcé cette déclaration seulement quatre heures après l'attentat. Même avec l'excuse de l'émotion, son comportement est indigne : on ne peut accuser personne de meurtre sans preuve, et l'on ne peut instrumenter la douleur de la famille du défunt pour désigner ses adversaires politiques comme boucs émissaires.

*Al-Ahram : Vous stigmatisez le procureur Mehlis et l'accusez de « colonialisme judiciaire », que voulez-vous dire par là ?*

Thierry Meyssan : Detlev Mehlis aurait dû être récusé, comme chef de la mission de l'ONU, car il est lié à une des parties prenantes de cette affaire. En qualité de procureur allemand, il avait mené l'enquête sur l'attentat de la discothèque La Belle, en 1986, de manière à attribuer mensongèrement ce crime à la Libye et à justifier le bombardement du palais de Khadafi par les États-Unis. En 1995, il a interpellé au Yémen Johannes Weinrich, qui avait secondé Carlos dans la prise d'otage des ministres de l'OPEP, ce faisant, il est apparu comme le bras vengeur de Washington. Puis, Detlev Mehlis a travaillé pour des think tanks US, tel que la Rand Corporation et le WINEP.

Dès son arrivée au Liban, M. Mehlis a outrepassé son mandat. Il devait fournir une assistance à la Justice libanaise, mais au contraire, il l'a méprisée et s'y est substitué. Au point qu'on le présente aujourd'hui comme le chef de la mission d'enquête de l'ONU, ce qu'il n'a jamais été car il n'y a pas eu de mission d'enquête de l'ONU. Quoi qu'il en soit, il a

exigé que les fonctionnaires libanais lui rendent des comptes et il a refusé de suivre le Code de procédure pénal libanais. Il s'agit donc bien de colonialisme judiciaire. Le but de cette ingérence étant, bien sûr, de justifier une attaque de la Syrie en lui imputant le crime.

Au demeurant, Detlev Mehlis s'est fait piéger par les services secrets syriens qui l'ont laissé s'empêtrer dans de faux témoignages sans rien dire, avant de les démasquer brutalement et de le faire chuter ainsi.

*Al-Ahram : Vous avez mentionné que les individus qui ont tenté d'assassiner Hassan Nasrallah sont des agents du Mossad. De qui a-t-on dit qu'ils étaient proches et pourquoi n'a-t-on pas encore découvert les détails de cette affaire ?*

Thierry Meyssan : Les ennemis du Liban avaient prévu d'éliminer aussi Hassan Nasrallah. Ils ont échoué et la seconde équipe a été arrêtée. Jusque là, rien de très surprenant. Mais les tueurs avaient été armés par Salim Diyab, le chef de la milice du clan Hariri.

En d'autres termes, les Hariri sont aveugles. Ils ne voient pas que leurs amis états-uniens et israéliens veulent détruire leur pays et ont commandité la mort de Rafic. Du coup, ils sont aisément manipulables et jouent contre leur pays et en définitive contre eux-mêmes.

*Al-Ahram : Dans les années 50 à 70, la gauche française avait une forte présence au Proche-Orient qui s'est estompée récemment. Selon vous, pourquoi ?*

Thierry Meyssan : Parce qu'il n'y a plus de gauche française. Le Parti socialiste est une juxtaposition d'individus qui se détestent et ont des points de vue inconciliables. Il entraîne ses alliés dans son naufrage. En réalité, depuis l'effondrement de l'URSS, le monde a changé et l'échiquier politique français est dépassé. Partout dans le monde, on voit les lignes de fractures se déplacer. Il ne s'agit plus de choisir entre l'économie de marché ou le collectivisme, mais entre la domination US ou la résistance, entre l'Empire ou la multipolarité. Si Nicolas Sarkozy a été élu président, c'est parce qu'il s'est affirmé, seul, comme incarnant cette nouvelle ligne de fracture. Il est le leader des pro-US et n'a pas en face de lui de camp constitué. Les personnalités de la gauche pro-US, comme Bernard Kouchner, le rejoignent, tandis que les personnalités de la droite anti-impérialiste ne savent plus où aller.

Nous devons repenser complètement les clivages politiques. C'est pourquoi j'ai créé la conférence Axis for Peace qui réunit des intellectuels, des diplomates, des militaires, des politiques de tous pays pour affirmer les valeurs humanistes face au projet néoconservateur. La prochaine conférence se tiendra en novembre au Proche-Orient. Ce sera peut-être ma réponse concrète à votre question.

*Al-Ahram : Pourquoi la France a-t-elle évolué d'une politique arabe vers un soutien aux positions de la droite israélienne ?*

Thierry Meyssan : Je ne pense pas que ce soit déjà le cas. Je pense plutôt que, depuis l'effondrement de l'URSS, la France courbe l'échine devant les États-Unis, tout en poursuivant comme elle le peut sa propre politique. Certes, les déclarations des dirigeants français ne sont pas brillantes, mais leurs actions sont souvent encore courageuses.

La France s'est opposée à l'invasion de l'Irak ; elle a négocié la résolution 1559 pour prévenir une attaque états-unienne contre le Liban et la Syrie ; elle a empêché le déploiement de l'OTAN à la frontière israélienne en août 2006 ; elle a protégé la Résistance

pendant et après le conflit, alors même qu'elle privilégiait le clan Hariri.

Malheureusement, l'arrivée de Nicolas Sarkozy à l'Élysée risque de vous donner raison. J'observe cela, comme vous, avec inquiétude.

*Al-Ahram : Vous avez publié en annexe des cartes du Nouveau Moyen-Orient. Quelle est votre source ? Le Liban sera-t-il divisé entre un État maronite et un État druze ?*

Thierry Meyssan : Le projet de division du Liban en trois zones n'est pas nouveau. Déjà Ben Gourion avait prévu d'annexer le Sud, et de créer deux mini-États confessionnels maronite et druze. Mais les États-Unis ont décidé d'aller beaucoup plus loin. Ils veulent réduire en miettes tous les États de la région pour qu'aucun n'ait plus les moyens de leur résister.

Les cartes que je publie représentent la réflexion actuelle de l'état-major interarmes des États-Unis. Elles ont été publiées par le colonel Peters dans l'*Armed Forces Journal*. Elles ne sont pas définitives, mais elles sont discutées depuis assez longtemps pour être presque abouties. C'est ce que l'on appelle pudiquement le « remodelage du Grand Moyen-Orient ». Concrètement cela passe par une phase de guerre civile généralisée.

Il est donc vital de s'opposer à tout ce qui divise le monde arabo-musulman, qui l'affaiblit et le soumet à l'hégémonie états-unienne. Le glissement de l'opposition chiites/sunnites du domaine théologique à celui de la politique est particulièrement dangereux. Ceux qui y participent portent une lourde responsabilité. Face à la machine de guerre de Washington et de Tel-Aviv, il y a un devoir d'unité pour résister.

*Al-Ahram : Pensez-vous que les États-Unis parviendront à réaliser leurs plans ?*

Thierry Meyssan : La victoire de la Résistance libanaise marque un coup d'arrêt définitif de l'expansion états-unienne dans cette région. Jusqu'à présent le choix était entre l'impasse militaire face à la plus grande armée du monde et le feuilleton diplomatique sans fin. Désormais, il existe une troisième option : la résistance populaire peut être victorieuse. Cependant, la machine de guerre US est trop lourde pour se remettre en question. Elle poursuivra sur sa lancée dévastatrice, sans espoir de réussite, jusqu'à son essoufflement définitif.

*Mahdy Mostafa est journaliste égyptien.*

La source originale de cet article est [Réseau Voltaire](#)

Copyright © [Mahdy Mostafa](#), [Réseau Voltaire](#), 2007

---

Articles Par : [Mahdy Mostafa](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien

vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)